

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 491

Artikel: Economie et finances : Banque Nationale Suisse : les risques et les bénéfices
Autor: Berner, Rudolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016397>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Par exemple j'ai appris par mon voisin conducteur de machines que les feuilles de chou en cataplasme étaient un moyen puissant pour calmer les douleurs (et j'en ai fait l'expérience chez moi après). Quand j'ai voulu demander une feuille de chou on m'a regardé comme si on craignait pour mon équilibre mental puis on m'a dit qu'il n'y avait pas de choux au menu du jour.

La "Némésis médicale" de Illich devrait être une lecture obligatoire pour tous les médecins. Cela remplacerait avantageusement plusieurs années d'études.

Pierre Lehmann

ECONOMIE ET FINANCES

Banque Nationale Suisse : les risques et les bénéfices

Vie et survie des entreprises helvétiques: tenter de faire le point, de dégager une stratégie à moyen et long terme, c'est inévitablement poser des questions sur la ligne de conduite de la Banque Nationale Suisse. Nous nous essayons à cet exercice dans un précédent "Domaine Public" (485). Nous constatons que, si "interventionnisme" il y avait eu effectivement l'an passé, il avait été marqué et coûteux à la fois, portant exclusivement et de manière globale sur la monnaie (d'où deux questions urgentes: qui décide de telles interventions et sous quel contrôle? une autre politique d'intervention n'est-elle pas à envisager?). Ci-dessous, reprenant en quelque sorte notre propre balle au bond, une nouvelle contribution (pas définitive!) sur ce sujet délicat et ardu entre tous. Réd.

La Banque Nationale a-t-elle en réalité les coudees franches? Evidemment non, puisque si elle n'avait pas été paralysée par la peur de perdre de l'argent, si elle n'avait pas raisonné comme une banque commerciale qui doit des comptes à ses actionnaires, si elle était

intervenue beaucoup plus massivement, bien plus tôt, elle aurait pu, comme elle le fait depuis le 1er octobre 78 stopper la hausse du franc suisse et elle n'aurait eu aucune perte de change. Mais il fallait prendre le risque de mettre même plusieurs milliards de francs sur le marché chaque semaine, et il aurait fallu le faire sans limites.

C'était un coup de poker que la Banque Nationale et le Conseil fédéral n'ont osé jouer que lorsqu'ils ont été acculés, lorsqu'ils ont compris que l'avenir de secteurs entiers de notre industrie, de plusieurs régions de notre pays était menacé.

Certes, la politique d'interventionnisme timoré de la Banque Nationale ces dernières années, ses tentatives, toujours sans lendemain de lutter contre les fluctuations journalières des cours et de tenter d'enrayer périodiquement la hausse du franc-suisse pour ensuite y renoncer, sont à l'origine d'une perte de quatre milliards de francs. Ces mesures ont malgré tout permis de ralentir la hausse du franc suisse, de laisser notre économie s'adapter progressivement, d'éviter la panique. Elles ont probablement malgré tout freiné l'enthousiasme de spéculateurs qui, ne l'oublions pas, ont eux gagné, ces dernières années, des dizaines de milliards de francs simplement en achetant des francs suisses.

D'autres voies

Y avait-il d'autres moyens d'enrayer la spéculation sur le franc suisse, d'empêcher tous ceux qui, de part le monde, cherchent à faire fructifier leur fortune, de la placer en francs suisses, pour gagner de l'argent ou pour l'avoir en sécurité dans notre pays? Il en existe, bien sûr. On pourrait avoir un contrôle des changes, refuser l'argent d'étrangers, reconnaître simplement le droit aux autres Etats de contrôler la fraude fiscale ou les fuites de capitaux en acceptant, dans ces cas-là, de leur livrer des informations sur les fonds placés en Suisse. Mais ce sont toutes là des mesures qui amèneraient un redimensionnement de notre système ban-

caire et financier. Si elles étaient prises brutalement, notre économie ne le supporterait que difficilement, ne serait-ce qu'en raison de la diminution de l'emploi que cela provoquerait.

On pourrait aussi oeuvrer pour le retour à des systèmes de change fixe. Mais cela suppose une coopération internationale beaucoup plus poussée qui implique que l'on accepte d'importants transferts financiers, à long terme, en faveur des pays déficitaires. Ce sont là des sacrifices que nous avons bien de la peine à accepter, surtout si nous voulons, ce qui est un non-sens économique, gérer notre Banque centrale et notre Etat comme nos ménages et nos entreprises.

Vivre en parasite ou coopérer

La Suisse est à ce point imbriquée dans l'économie mondiale qu'elle doit, pour survivre, soit se comporter en parasite, soit coopérer pour améliorer le sort de ceux dont elle dépend. Un parasite peut prospérer quelques temps sur un corps moribond mais il ne peut ensuite plus rien pour sa survie et nous commençons à peine à en faire la cruelle expérience.

Pourquoi avons-nous ce comportement de hérisson, qui pourrait bien être suicidaire? Sauf en période de crise, le Parlement, le peuple refusent à l'Etat les moyens d'une politique économique et monétaire adaptée. Le maintien de structures économiques sectoriellement et régionalement équilibrées, la lutte contre le chômage, une sécurité sociale décente doivent être nos objectifs prioritaires. Les finances de l'Etat, la gestion de notre Banque Nationale sont au service de ces objectifs.

Le refus, maladif, de tout interventionnisme économique semble nous forcer à choisir entre une croissance économique sans frein au bénéfice d'une minorité et une crise dont nous ne connaissons encore que les premiers symptômes. Il est temps peut-être d'abandonner nos préjugés et notre sagesse et de savoir ce que nous voulons?

R.B.

DP 491